



Le gouvernement s'engage dans une escalade des plus dangereuses en assumant son refus de répondre aux revendications, en confirmant l'ensemble des contre-réformes à venir (retraites par points, assurance-chômage...) et en s'enfermant dans une dérive autoritaire.

Les unions régionales Ile-de-France (URIF) CGT FO FSU Solidaires s'indignent et condamnent fermement l'attitude du gouvernement qui répond par une violente répression policière aux revendications qui continuent de s'exprimer dans tout le pays.

De ce point de vue, les mesures annoncées par le Premier ministre, lundi 7 janvier, sont inacceptables : la stratégie de la radicalisation portée par le gouvernement ouvre une situation lourde de dangers pour les libertés démocratiques, en particulier pour la liberté de manifester qui ne saurait être restreinte, sous quelque prétexte que ce soit.

Les URIF CGT FO FSU Solidaires considèrent que le « *grand débat national* » avancé par l'exécutif comme la réponse démocratique à la crise actuelle n'a en réalité pour seul objectif : le légitimer afin de l'aider à poursuivre sa politique de casse sociale. En ce sens, les organisations syndicales n'ont pas à participer au « *grand débat national* ».

L'heure n'est pas à la « concertation » mais à la riposte syndicale interprofessionnelle et à la mobilisation pour obliger le gouvernement et le patronat à répondre à l'urgence sociale :

- **Arrêt de la répression policière**
- **Hausse immédiate du SMIC à 1800€**
- **Augmentation générale des salaires et des pensions**
- **Revalorisation du point d'indice pour les fonctionnaires**
- **Réindexation des salaires, des pensions et des retraites sur le coût de la vie**
- **Développement de tous les services publics sur tous les territoires**
- **Retour à la retraite à 60 ans et abandon de toute réforme de retraite par points**
- **Abandon de toutes les réformes concernant les lycéens et les étudiants dont l'augmentation des frais d'inscription pour les étudiants étrangers hors UE**
- **Abrogation des réformes qui détricotent le droit du travail et la protection des salariés (Lois « Rebsamen », « El Khomri », ordonnances « Macron »...)**

Les URIF CGT FO FSU Solidaires appellent les salariés, les retraités, les privés d'emploi, à se réunir en assemblées générales et à décider de l'action nécessaire pour obtenir satisfaction sur les revendications, y compris par la grève, pour plus de justice sociale et fiscale.

Montreuil, 9 janvier 2019



## Union Régionale FORCE OUVRIERE

Ile-de-France

### « Grand débat » et « sens de l'effort » !!!

Les semaines qui viennent de passer voient le mouvement populaire engagé par les gilets jaunes se renforcer malgré les annonces faites par le Président de la République et qui ne trompent personne, pas plus sur le SMIC que sur la CSG. Les analyses de ces gilets jaunes qui comprennent dans leurs rangs de nombreux militants syndicaux, dont certains des nôtres, sont également celles que nous portons et c'est pourquoi nous les soutenons.

En réalité, et ce n'est pas sans rappeler la stratégie politique que nous avons connu pendant les grèves contre la loi El Khomri en 2016, chacun peut aujourd'hui constater que le Président de la République et son gouvernement cherchent le pourrissement du conflit en mettant en avant systématiquement les violences sans répondre aux revendications posées.

Au contraire, et pour démontrer sa détermination, il pratique la politique du « tout sécuritaire » qui conduit aux provocations, aux violences et à une volonté d'interdire les manifestations. Il instaure de fait l'état d'urgence et c'est lui qui occasionne violences et répressions ainsi que certains de ses porte-paroles ou ministres, provocateurs patentés.

C'est inacceptable pour l'URIF FO !

Toujours pour montrer sa détermination et en plein conflit social, ce président relance encore une nouvelle fois son cheval de bataille des contre-réformes, aussi bien sur l'assurance chômage que sur les retraites et sur la casse des services publics comme c'est le cas particulièrement dans les universités, dans les lycées et à l'hôpital mais également à la SNCF, à ADP et dans bien d'autres secteurs.

Il répond au mouvement social en imposant un soi-disant grand débat qui n'a pour seul objectif que de tenter de l'aider à poursuivre les contre-réformes que nous venons de rappeler, dans une situation où celui-ci est au plus mal. Après avoir tenté de discréditer les organisations syndicales et les Maires, il demande d'organiser les débats dans les communes et dans les CESER et bien évidemment au CESE sur le plan national. Une grande majorité de Maires ont déjà répondu qu'ils n'organiseraient pas le débat dans les communes, considérant à juste titre que tout au long de l'année, ils sont à proximité et à disposition de leurs administrés et qu'ils n'ont pas attendu l'exécutif pour prendre en charge les difficultés des citoyens.

Pour l'URIF FO, la réponse est de même nature. Elle considère pour sa part que les débats organisés au fil des années au sein du CESER n'ont jamais débouché sur des réponses concrètes aux revendications posées. Ce débat, qui n'a d'ailleurs rien de régional, ne recevra aucune réponse pas plus d'ailleurs que les Français en 2005 qui avaient votés NON au référendum sur le traité européen et qui se le sont fait imposer ainsi que tous les plans d'austérité qui en découlait.

L'URIF FO ne s'engagera pas dans ce « grand débat », il est de l'enfumage, il est une caution apportée à l'exécutif. Il accompagne la stratégie des contre-réformes du Président de la République. Nous n'y participerons donc pas au niveau régional et considérons que nous ne devrions pas y participer au niveau national.

En effet, comment pourrions-nous nous croire à un Président qui, petite phrase vexante après petite phrase hautaine, vient d'affirmer cette-fois « qu'un grand nombre de Français n'a pas le sens de l'effort. » ?

Pas le sens de l'effort celui qui trime tous les jours pour ne pas voir son salaire augmenté. Pas le sens de l'effort le retraité qui se voit de nouveau imposer un CSG supplémentaire, qui petit à petit lui bouffe son pouvoir d'achat. Pas de sens de l'effort le personnel médical ou des hôpitaux qui voit chaque jour se dégrader les conditions de travail et le service rendu aux malades. Pas de sens de l'effort le personnel de la sécurité sociale qui voit les structures d'accueil, de soins et ses conditions de travail mises à mal. Pas de sens de l'effort tous ceux qui voient leurs remboursements des médicaments s'étioler de mois en mois et qui ne peuvent plus se soigner. Pas de sens de l'effort les chômeurs qui avant de voir l'assurance chômage attaquée une nouvelle fois, voient les dispositions actuelles se durcir encore.

Pas le sens de l'effort...nous pourrions citer des centaines d'exemples de cette nature.

Le sens de l'effort, c'est le Président de la République qui devrait en faire preuve. Effort de comprendre ceux qui manifestent, ceux qui sont obligés d'utiliser leurs vieux véhicules diesel, ceux qui galèrent dans des transports insuffisants pour se rendre à leur travail, ceux qui le 15 du mois sont obligés de se serrer la ceinture pour le finir, ceux qui depuis 10 ans, fonctionnaires ou retraités n'ont pas vu leur pouvoir d'achat évoluer, ceux qui tous les jours traversent la rue sans pour autant trouver un emploi, ceux qui ne peuvent plus se soigner...

Le sens de l'effort, il doit en faire preuve en imaginant qu'au lieu de faire de l'enfumage et « d'imposer » sa grande « messe », il soit prêt à répondre aux véritables questions que soulèvent les Français et que notre organisation dans le cadre de son URIF FO revendique :

- **Arrêt de la répression policière**
- **Hausse immédiate du SMIC à 1800€**
- **Augmentation générale des salaires et des pensions**
- **Revalorisation du point d'indice pour les fonctionnaires**
- **Ré indexation des salaires, des pensions et des retraites sur le coût de la vie**
- **Développement de tous les services publics sur tous les territoires**
- **Retour à la sécurité sociale de 1945**
- **Halte à la volonté de s'attaquer, une nouvelle fois, à l'assurance chômage**
- **Retour à la retraite à 60 ans et abandon de toute réforme de retraite par points**
- **Abandon de toutes les réformes concernant les lycéens et les étudiants dont l'augmentation des frais d'inscription pour les étudiants étrangers hors UE**
- **Abrogation des réformes qui détricotent le droit du travail et la protection des salariés (Lois « Rebsamen », « El Khomri », ordonnances « Macron ») ...**
- **Arrêt de toutes les privatisations et renationalisation des services publics privatisés**

C'est autour de ces revendications que les salariés, les retraités et les privés d'emplois doivent se retrouver. L'heure est aux assemblées générales pour établir les cahiers de revendications et décider des actions à engager, prolonger, renouveler pour bloquer l'économie.

L'URIF FO s'engage d'ores et déjà dans cette voie en soutenant tous ceux qui réunissent les AG, sont en grève ou annoncent qu'ils s'y engagent et indiquent de façon très claire qu'ils ne participeront à aucun « Grand débat » quel que soit le niveau où il se situe.

Paris, le 14 janvier 2019

131, rue Damrémont 75018 PARIS

Tél : 01.80.50.12.10 Fax : 01.80.50.12.19 E-mail : urif.fo@yahoo.com